

Pole de compétitivité AVENIA

Prochain tarif d'utilisation des infrastructures de stockage de Storengy, Teréga et Géométhane

Date de la contribution : 04/10/2019

Le pôle de compétitivité Avenia a pour mission d'accompagner l'innovation collective de tous les métiers du sous-sol, au service de la transition énergétique et industrielle. Il regroupe plus de 200 adhérents nationaux, académiques, associatifs et industriels. Il soutient l'innovation des start-up ainsi que le transfert de technologies entre métiers.

Question 1 : Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif AT S2 ?

La mission de la CRE est d'accompagner les opérateurs de stockage dans leurs objectifs prioritaires de sécurité d'approvisionnement. Ces objectifs restent inchangés en particulier pour la gestion des consommations de pointe, contexte tendu que la montée en puissance de la transition énergétique ne modifiera pas au cours des prochaines décennies. Il ne semble donc pas justifié d'introduire cette différenciation et le cadre de rémunération doit rester stable. Nous ne soutenons donc pas le principe de cette différenciation qui conduit finalement à une instabilité régulière des conditions de rémunération et donc à un désinvestissement progressif, alors qu'une rupture d'approvisionnement hivernale aurait un impact économique majeur. Or, c'est justement aujourd'hui qu'il faut accompagner avec volontarisme les industriels pour investir pour adapter leur outil de transport à la révolution énergétique en cours.

Question 2 : Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif AT S2 ?

Le pôle Avenia n'a pas les compétences requises pour juger de ces dispositions.

Question 3 : Êtes-vous favorables aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif AT S2 ?

Commentaire :

Alors que la régulation des stockages vient d'être mise en place, le principe d'une remise en cause drastique des principes tarifaires applicables aux opérateurs de stockage, est un signal explicite d'arrêt des investissements continus mis en œuvre par les opérateurs depuis des décennies non régulées pour assurer la sécurité d'approvisionnement du consommateur final.

Or, la rentabilité s'inscrit sur plusieurs décennies, et ces principes introduisent désormais une instabilité tarifaire chronique comme au transport.

Ceci ne semble pas correspondre aux principes fondateurs des tarifs qui doivent couvrir l'ensemble des coûts supportés par un opérateur responsable dans un cadre stable qui, s'il doit être adapté régulièrement, ne doit pas être remis en cause à de tels niveaux.

Une baisse du CMPC de 5.75% à 4.5 % (médiane de la fourchette de 4.1 à 4.9) correspond à une baisse de rémunération de l'ordre de 22%.

L'impact de telles mesures sur la viabilité des entreprises concernées et de leurs prestataires est-elle évaluée ?

Question 4 : Avez-vous des remarques concernant le calendrier et les principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif AT S2 ?

Nous comprenons que la CRE envisage de réduire significativement la rémunération des opérateurs de stockage (CMPC) en la ramenant dans une fourchette entre 4.1 et 4.9%, associée à une assiette de projets autorisés elle-même en forte baisse.

Ces niveaux de rémunération sont extrêmement bas et à comparer à ceux de la grande distribution. Est-ce raisonnable ?

Cette démarche est de notre sens regrettable car elle initie une trajectoire de rémunération qui neutralisera progressivement toute initiative de l'opérateur pour maintenir les performances des stockages face aux enjeux de

Pole de compétitivité AVENIA

sécurité d'approvisionnement (dont les fondamentaux sont inchangés et même peut être aggravés par les incertitudes climatiques.

les opérateurs de stockage doivent aussi adapter l'outil industriel à la transition énergétique, en particulier le stockage des nouveaux gaz comme les biogaz et l'hydrogène.

les principes proposés par la CRE conduiront à l'asphyxie financière des opérateurs qui se propagera à l'ensemble du tissu économique des prestataires et sous traitants. Cette démarche conduira à la destruction programmée de toute une filière économique . Est ce l'objectif ?

Cette démarche est évidemment comptablement efficace à court terme mais de notre sens contre productive car ces activités de stockage imposent un très haut niveau de maintenance préventive. Les niveaux de rémunération proposés ne semblent pas répondre à ces enjeux et conduiront inmanquablement les opérateurs à réduire la fréquence des travaux préventifs (y compris la maintenance de la performance des puits) pour retrouver des marges de manœuvre financières. A dix ans, les ruptures d'approvisionnement pour maintenance curative vont donc statistiquement augmenter et leurs coûts pour la collectivité seront bien plus élevés que les gains courts termes attendus.

Question 5 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif AT52 ?

Favorable

Commentaire :

Nous soutenons le principe d'une enveloppe de charges d'un niveau défini sur quatre ans, qui permet à chaque opérateur de construire un programme industriel moyens termes cohérent et efficace.

Nous sommes par contre dubitatif lorsque ces mécanismes deviennent trop intrusifs que ce soit dans les échéanciers de réalisation annualisés ou la descente de ce contrôle des charges à des niveaux de détail injustifiés d'autant plus que la définition de budgets détaillées plusieurs années à l'avance semble sujette à caution.

Nous sommes davantage favorables à la définition d'enveloppes pluriannuelles donnant une réelle autonomie de pilotage à l'entreprise, sous réserve évidemment d'un audit de contrôle en fin de période tarifaire.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif AT52 ?

Favorable

Commentaire :

Ces mécanismes incitatifs sont souhaitables

Nous sommes cependant réservés sur les mécanismes d'incitation à la réduction des coûts d'investissement car ils biaisent les indispensables relations de confiance avec un opérateur, par définition responsable, autour de la définition préliminaire des investissements unitaire et la recherche d'économies courts termes en cours de réalisation du projet.

Nous sommes davantage favorables à la mise en place de mécanismes de régulation incitative pour accompagner les investissements inscrits dans la transition énergétique et digitale (sous forme de bonus).

Question 7 : Êtes-vous favorable à la simplification et à l'évolution du dispositif de régulation incitative de la qualité de service, notamment environnementale, envisagé par la CRE pour le tarif AT52 ?

Favorable

Commentaire :

L'amélioration continue de la qualité du service au client final est indispensable.

Par contre, la zone unique TRF induit une qualité de service de plus en plus partagée entre les opérateurs de

Pole de compétitivité AVENIA

transport et de stockage et il peut sembler de plus en plus délicat d'en identifier la contribution individuelle de chaque acteur.

Question 8 : Êtes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage reçoivent un bonus/malus équivalent à 0,5 % des premiums des enchères de stockage lorsque le niveau du filet de sécurité est atteint ?

Défavorable

Commentaire :

Nous ne pensons pas que, en mode régulé, le niveau de remplissage des stockages soit encore de la compétence de l'opérateur de stockage qui ne dispose pas de leviers spécifiques pour développer l'attractivité du stockage.

La politique tarifaire relève exclusivement de la CRE et les shippers se positionnent en toute liberté en fonction des conditions de marché attendues.

En conséquence, il est difficile de comprendre les motivations d'une telle incitation des opérateurs de stockage, sauf à leur redonner une certaine liberté industrielle pour pouvoir animer ces offres, alors que le projet AT5 T2 tend à verrouiller encore davantage les marges de manœuvre de ces opérateurs.

Question 9 : Êtes-vous favorable à la fixation dans le tarif des pénalités à verser par l'opérateur de stockage à un client en cas de non disponibilité des capacités achetées par celui-ci ?

Défavorable

Commentaire :

Là encore, le régulateur entend simultanément réduire la capacité des opérateurs à maintenir/développer le niveau de performance des stockages tout en les rendant seuls responsables de la disponibilité des capacités souscrites.

Un tel engagement de disponibilité à 100% à un coût, car il impose la mise en place d'une redondance poussée notamment des capacités puits et compression.

or il ne semble pas que ce principe de pénalités s'appuie sur une étude démontrant la redondance avérée des installations en place et à défaut, d'un programme d'étude et d'investissement pour la garantir.

Question 10 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif AT52 ?

De par nos missions, nous constatons le rôle moteur des opérateurs de stockage dans l'implémentation des nouvelles technologies et méthodes pour intégrer les nouveaux gaz (biogaz et hydrogène notamment) dans le mix de stockage.

De part leurs activités, ils ont simultanément à transformer leurs outils industriels pour s'inscrire individuellement dans la transition énergétique.

Ce faisant, ils stimulent également l'ensemble de la filière industrielle pour accélérer cette mutation et contribuent ainsi à accompagnement de nombreuses entreprises et prestataires..

Nous pensons donc qu'en cette période mutation profonde, il faut encore accélérer, déplaçonner les marges de manœuvre de R et D et bonifier les initiatives engagées.

Question 11 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période AT52 pour Storengy, Teréga et Géométhane ?

Commentaire :

Nous soutenons le principe d'une enveloppe de charges d'un niveau défini sur quatre ans, qui permet à chaque opérateur de construire un programme industriel moyens termes cohérent et efficace.

Nous sommes par contre dubitatif lorsque ces mécanismes deviennent trop intrusifs que ce soit dans les échéanciers de réalisation annualisés ou la descente de ce contrôle des charges à des niveaux de détail injustifiés

Pole de compétitivité AVENIA

d'autant plus que la définition de budgets détaillées plusieurs années à l'avance semble sujette à caution.

Nous sommes davantage favorables à la définition d'enveloppes pluriannuelles donnant une réelle autonomie de pilotage à l'entreprise, sous réserve évidemment d'un audit de contrôle en fin de période tarifaire.